

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Havet, José (sous la direction de), *Le village et le bidonville*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa-IDIC, Coll. « Développement international », no. 2, 1986, 252 p.

par Lucie Bullick

*Études internationales*, vol. 18, n° 4, 1987, p. 881-883.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702272ar>

DOI: 10.7202/702272ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

ces « nouvelles merveilles » et leur rapport avec l'initiative de défense stratégique.

Pour la partie européenne, les 3 auteurs font montre d'une approbation plus réservée. D'abord parce que ces innovations stratégiques et leurs matériels vont coûter cher et que l'Europe déjà confrontée à des difficultés économiques devrait accroître ses budgets de défense. En effet, tous les auteurs laissent entendre qu'il se développe actuellement aux États-Unis un consensus d'opinion selon lequel l'Europe devra tôt ou tard assumer une part des coûts de la défense qui demeurent à la charge des États-Unis. Mais la réserve européenne se fait plus politique, en particulier dans les propos d'A. Von Bülow, membre du Bundestag, aux yeux de qui les choix politiques ne doivent pas être conditionnés par les décisions des ingénieurs militaires. Il existe en Europe, à côté du pacifisme strict, un scepticisme assez répandu vis-à-vis des organismes militaires. Selon l'auteur allemand, aucune nation européenne n'est intéressée à une guerre et les quarante dernières années ont produit un *statu quo* qui paraît satisfaire chaque antagoniste. De surcroît, les faiblesses économiques du bloc soviétique paraissent diminuer encore les peu probables velléités aventureuses que pourrait désirer le Kremlin.

En l'absence d'une négociation globale et d'accords sur le désarmement, les nouvelles technologies trouveront quand même la voie jusqu'à une application. Certaines perspectives semblent acquises, ainsi, les nouveaux moyens de détection et d'attaque au sol couplés à l'usage de « hauts » explosifs condamnent l'emploi du char d'assaut, sur le terrain européen. L'avance technologique de l'Ouest lui permet de réaliser un progrès qui le met virtuellement à l'abri d'une attaque. Dès lors le recours à l'arme atomique deviendrait inutile; pourtant ajoute l'un des contributeurs, si l'Ouest acquiert une supériorité tactique imparable grâce à ses technologies, il pourrait vouloir la traduire par les gains géopolitiques en passant lui-même à l'offensive. Dans ce cas l'URSS, attaquée et en situation d'infériorité, n'aurait d'autre possibilité que d'utiliser comme dernier moyen, les missiles atomiques. Ainsi resurgirait le danger nucléaire que les nouvelles techniques étaient censées éliminer.

En assez peu de pages, le dossier édité par A. Pierre possède l'intérêt de faire la lumière sur les débats actuels au sein de la profession militaire. L'actualité pouvait avoir tourné les opinions publiques vers la possibilité d'accords de désarmement. La réduction, même drastique, des armes nucléaires ne supprime pas les tensions internationales et les technologies nouvelles appliquées à l'armement demeurent au service des mêmes pouvoirs. Les nouvelles techniques et les nouvelles stratégies risquent bien de n'être que des formes renouvelées de la course aux armements. L'idée d'un désarmement qui mènerait sinon à la paix, du moins à une baisse des tensions internationales risque d'être un rêve pour les opinions publiques. Clausewitz demeure donc d'actualité: la paix absolue n'existe pas et la « diplomatie n'est qu'une continuation de la guerre avec d'autres moyens. » Comme la plupart des études publiées sous l'autorité du *Council on Foreign Relations*, ce dossier est destiné à mettre à la disposition du public curieux une mise au point significative, la qualité des contributions des différents auteurs fait de cet ouvrage une profitable lecture même si elle ne garantit pas l'optimisme.

Jean-René CHOTARD

Département d'histoire  
Université de Sherbrooke, Canada

### DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

HAVET, José (sous la direction de), *Le village et le bidonville*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa-IDIC, Coll. « Développement international », no. 2, 1986, 252 p.

En sciences sociales, l'engouement pour certains domaines de recherche reste parfois fort mal expliqué. Pourquoi l'étude de la rétention des populations rurales n'a-t-elle pas atteint un niveau de légitimation similaire à celui des études portant sur la migration et l'urbanisation? C'est la question posée par J. Havet qui a colligé les contributions d'une

dizaine de chercheurs, la plupart spécialisés dans l'analyse de la migration en Afrique et dont la conversion récente à l'étude de la rétention met en perspective la complémentarité des deux approches.

Dans un article introductif, J. Havet souligne la dimension spatiale et démographique du concept de rétention. Dans son aspect démographique, la rétention des populations rurales dans les campagnes se réfère à la capacité des sociétés rurales à garder et « retenir » certains éléments clés de leurs structures sociales, économiques, politiques et culturelles. S'agissant d'un thème relativement nouveau, il est cependant difficile d'en donner une définition opérationnelle. Mais les articles réunis dans cet ouvrage présentent diverses thèses originales dont l'intérêt n'est pas seulement d'ouvrir une nouvelle piste de recherche, mais également de mettre l'accent sur la multiplicité des facteurs qui conditionnent le processus de développement rural.

L'ouvrage se divise essentiellement en quatre parties. La première, comprenant trois articles, offre un aperçu général du problème. Un premier article rédigé par S. D. Grosse fait l'état de la question des études sur la migration et présente une liste d'une centaine d'articles portant sur le sujet. S'il reconnaît les nombreux mérites des politiques de développement rural, l'auteur se montre pourtant sceptique face à leur possible impact sur la réduction des taux de migration vers les villes. L'expérience d'un grand nombre de pays indique en effet que l'attrait de la vie urbaine constitue le facteur le plus important dans la décision d'émigrer et que les programmes visant à améliorer les conditions de vie à la campagne ne contribuent pas vraiment à freiner l'urbanisation. Pour sa part, O Starck n'est guère plus optimiste. Déplorant l'absence d'approche théorique, son article aborde les multiples facettes du problème de la migration: fertilité, éducation, chômage urbain, etc. Puis il plaide en faveur d'une reformulation des axiomes qui servent de base à la recherche: plutôt que de vouloir supprimer ou freiner l'exode rural de manière coercitive, il serait plus utile d'identifier les moyens de faire de la migration rurale un instrument de développement national. Selon M. Hama-

lengwa, cette tâche incombe à l'État dont l'intervention s'effectue dans le cadre d'un mode de production déterminé. L'auteur identifie quatre voies menant à une transformation agraire significative: la voie capitaliste classique; la voie coloniale-capitaliste; la voie socialiste-communiste et la voie post-coloniale-capitaliste. Il ressort de son analyse que le mode de production socialiste constitue la seule alternative possible pour les États africains désireux de mettre en place une véritable politique de rétention des populations dans les campagnes.

La deuxième partie de l'ouvrage consacrée à des études de cas comprend également trois articles permettant d'appréhender plus concrètement le phénomène de la rétention. Le texte de R. E. Christiansen et J. G. Kydd tente d'expliquer comment le Malawi, traditionnellement un grand exportateur de main-d'oeuvre, a réussi grâce à une stratégie de développement national fondée sur une économie de plantations à réabsorber plus de la moitié de sa main-d'oeuvre expatriée en Afrique du sud. Si dans l'immédiat l'expérience s'est avérée positive, à plus long terme, cependant, le secteur paysan dont l'expansion est limitée ne pourra offrir des emplois à une main-d'oeuvre en constante augmentation. Pour R. Southall qui étudie les réformes entreprises depuis près de dix ans par le gouvernement sud-africain, la stratégie de rétention des ruraux dans les campagnes équivaut à une véritable « détention » des populations noires indésirables dans les bantoustans. Étant donné le caractère hautement répressif de cette politique, R. Southall affirme que le concept de rétention ne deviendra utile au débat concernant le développement rural que s'il s'insère dans un contexte normatif et qu'il connote des stratégies orientées vers la satisfaction des besoins essentiels. Quant à D. I. Ray, il analyse l'expérience de rétention des populations rurales de la Zambie où la bureaucratie a une capacité accrue de contrôle et joue un rôle significatif dans le processus de rétention des populations rurales. L'auteur propose le concept d'« enclavement bureaucratique » pour décrire ce rapport privilégié entre la bureaucratie et une partie de la paysannerie. Il se penche plus particulièrement sur la mise en

oeuvre d'un petit projet de peuplement situé dans le nord du pays où le gouvernement a concentré ses ressources au profit d'un nombre restreint d'agriculteurs dont le niveau de vie s'est élevé considérablement au détriment du reste de la population rurale.

La troisième partie de l'ouvrage comprend deux études consacrées à des dimensions particulières du développement, soit la santé et l'éducation. L'article de J. Owen soulève le problème de la relation entre l'amélioration des services ruraux de santé et la rétention dans les campagnes des populations rurales. Même convaincu de la nécessité d'offrir de meilleurs services, l'auteur affirme qu'il n'existe pas de base empirique permettant de croire que des services médicaux de qualité supérieure contribueraient à freiner l'exode rural. De leur côté, G. Knamiller et M. Wiredu posent la question de l'impact de l'éducation sur la rétention des jeunes ruraux à la campagne. Après avoir remis en cause les valeurs et les objectifs du système éducatif actuel, les auteurs plaident en faveur d'une promotion, dans les écoles rurales africaines, d'un enseignement axé sur les problèmes de l'émigration rurale, du développement local et de l'environnement. L'objectif de cette réforme est double : d'une part, rendre les individus plus sensibles à leur situation actuelle et à celle de leur communauté ; d'autre part, mieux intégrer les communautés au monde qui les entoure.

La quatrième et dernière partie de l'ouvrage se compose de deux articles qui traitent de programmes de développement rural. L'article de Tiker-Tiker étudie l'ensemble des mesures appliquées au Zaïre depuis l'époque coloniale afin de lutter contre l'exode rural. Il attribue essentiellement cet exode au sous-développement des régions pauvres du pays et au type d'organisation de l'espace national hérité de la colonisation. Il propose un nouveau schéma d'aménagement du territoire ayant pour objectif un développement équilibré des différentes régions du pays, seul capable de retenir la population rurale dans les campagnes. Enfin, G.H. Honadle et T. Walker mettent l'accent sur le fait que la migration est seulement l'un des symptômes d'une contradiction sociale plus profonde. À leur

avis, cette contradiction résulte du manque de pouvoir des populations rurales. Après avoir identifié la mauvaise qualité de la vie rurale comme la cause principale de la migration, ils étudient deux stratégies de développement : le développement rural intégré et l'approche du processus dont une variante, l'approche de la capacité d'action, leur paraît la plus intéressante. En tenant mieux compte des éléments structurels et en favorisant le pouvoir de décision des populations locales, cette dernière approche semble en effet la plus susceptible de promouvoir le développement des campagnes et donc de freiner la migration vers les villes.

Outre la contribution inédite qu'ils apportent à la connaissance de l'une des réalités les plus marquantes des pays en voie de développement, les chercheurs qui ont participé à la rédaction de cet ouvrage font ressortir la pertinence d'une approche micro-analytique du phénomène de la migration. De plus, en situant la problématique de la migration dans une perspective rurale, cette approche incite les chercheurs et les décideurs à replacer le fait rural au centre de leurs préoccupations. S'inscrivant dans le cadre des nouvelles orientations données aux études et aux politiques de développement dans les pays du Tiers Monde – soit le développement endogène, l'éco-développement, les technologies « douces » –, l'ouvrage encourage la promotion d'une nouvelle aire de recherche et de réflexion. Il témoigne également de l'intérêt suscité par un thème qui rejoint un nombre croissant de chercheurs et de praticiens du développement international.

Lucie BULLICK

*I.E.D.E.S.  
Université de Paris I*